

Brèves économiques d'Afrique australe

Faits saillants – Semaine du 23 septembre au 13 octobre 2017

- Afrique australe : confirmation d'une reprise, graduelle et fragile, de la croissance économique au niveau régionale (FMI)
- Afrique du Sud: recul de 14 places au classement du 2017/18 du World Economic Forum sur la compétitivité
- Afrique du Sud : progression de +19,7 % en g.a de la dette extérieure au T2 2017 (Banque centrale)
- Zambie : la possibilité de signer un accord avec le FMI d'ici la fin de l'année s'éloigne
- Zimbabwe : Afreximbank signe un MoU avec la Banque centrale pour l'ouverture d'une ligne de crédit de 600 M USD

Région

Evolution nominale des taux de change contre l'USD :

	Taux de change Pour 1 USD le 13 octobre	Evolution des taux de change contre l'USD (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	13,4 ZAR	+2,4	-3,0	+6,6	+2,6
Angola	165,9 AOA	+0,0	+0,0	-0,0	-0,0
Botswana	10,3 BWP	+1,4	-1,7	+5,4	+4,5
Mozambique	61,3 MZN	-0,4	+0,1	+26,5	+17,1
Zambie	9,7 ZMW	-0,1	-3,8	+3,2	+3,1

(+) : appréciation

Source : Banques centrales nationales

Détérioration de la compétitivité au niveau régional (World Economic Forum)

Selon le dernier classement du *World Economic Forum* sur la compétitivité, lequel évalue les performances des pays sur de nombreux critères (institutions, infrastructures, éducation, innovation, sophistication financière, efficacité du marché du travail), la compétitivité continue d'être un enjeu de taille pour les économies d'Afrique australe. Si l'Afrique du Sud (61^{ème} en repli de 14 places par rapport au classement précédent) et le Botswana (63^{ème} ; -1 places) se situent en milieu de classement, les autres pays de la région se situent dans le dernier tiers.

Classement 2017/18 (sur 137 pays)	
Afrique du Sud	61 (-14)
Botswana	63 (-1)
Lesotho	120 (+11)
Malawi	132 (+2)
Mozambique	136 (-3)
Namibie	90 (-6)
Swaziland	122
Zambie	118 (=)
Zimbabwe	124 (+2)

Source : World Economic Forum, avec entre parenthèses, la différence de rang par rapport au classement précédent (sur 138 pays)

Confirmation d'une reprise, graduelle et fragile, de la croissance économique au niveau régionale (FMI)

Dans ses dernières prévisions d'octobre, le FMI confirme la reprise de la croissance régionale (1,3 % en 2017 et 1,6 % en 2018 après 0,5 % l'an passé), mais à un rythme faible par rapport aux performances passées (5,6 % en moyenne sur 2000/08). L'activité bénéficie en particulier des rebonds des secteurs agricoles (normalisation des conditions météorologiques) et miniers (reprise des prix des matières premières et de la demande mondiale). En 2017, à l'exception de la Namibie qui verrait son taux de croissance diminuer par rapport à l'an passé (de -0,3 point à 0,8 % - au plus bas depuis 2009), la croissance augmenterait pour les 9 autres pays suivis par le SER de Pretoria. S'agissant de l'Afrique du Sud (1^{ère} économie de la région avec 62 % du PIB régional), le FMI a révisé à la baisse ses prévisions de croissance par rapport à celles de juillet, de -0,3 point à 0,7 % pour cette année et de -0,1 point à 1,1 % pour 2018 (contre 2,5 % en moyenne en 2010/14), soit un rythme inférieur à la croissance démographique (1,6 %) et sans doute insuffisant pour améliorer la situation des finances publiques. Le pays fait notamment face à l'incertitude politique qui pèse sur la confiance des acteurs économiques. De son côté, le PIB de l'Angola (2^{ème} économie de la région avec

20 % du PIB) devrait progresser de 1,5 % cette année (4,8 % sur 2010/14) après -0,7 % l'an passé grâce au rebond de la production pétrolière (40 % du PIB). Le PIB/tête de ces deux pays devrait augmenter à partir de cette année après avoir reculé pendant 5 ans consécutifs en Afrique du Sud et 3 ans en Angola.

Prévisions de croissance du PIB (%)	2016	2017 (P)	2018 (P)	2019 (P)
Afrique du Sud	0,3	0,7	1,1	1,6
Angola	-0,7	1,5	1,6	1,4
Botswana	4,3	4,5	4,8	4,6
Lesotho	2,4	4,6	3,1	4,4
Malawi	2,3	4,5	5,0	5,5
Mozambique	3,8	4,7	5,3	6,0
Namibie	1,1	0,8	2,5	3,4
Swaziland	0,0	0,3	-0,9	0,1
Zambie	3,4	4,0	4,5	4,5
Zimbabwe	0,7	2,8	0,8	0,3
Afrique australe	0,5	1,3	1,6	1,9
Afrique sub-saharienne	1,4	2,6	3,4	3,4
Monde	3,2	3,6	3,7	3,7

Source : FMI

Afrique du Sud

L'Afrique du Sud perd 14 places au classement du 2017/18 du World Economic Forum sur la compétitivité

L'Afrique du Sud est le 61^{ème} sur 137 pays au dernier classement sur la compétitivité du *World Economic Forum*. Elle est le 3^{ème} pays d'Afrique sub-saharienne (derrière Maurice et le Rwanda, se situant respectivement au 45^{ème} et 58^{ème} rang) et l'avant-dernier parmi les BRICS (devant le Brésil au 80^{ème} rang). S'il demeure un pays émergents de choix pour les investisseurs internationaux, le pays a reculé de 14 places par rapport au dernier classement (réduction du score de 4,5 à 4,3 points sur 7). Aux faiblesses structurelles (marché du travail, éducation, santé) s'est ajoutée l'érosion rapide de la qualité de certains points forts historiques de l'économie sud-africaine (marché financier, institutions, marché des biens). Si la position du pays a légèrement progressé pour 3 segments et s'est stabilisée pour 1, elle a reculé pour 8 critères dont 3 de plus de 25 rangs. L'enjeu pour les autorités est donc de parvenir à la nécessaire transformation sociale du pays tout en conservant un environnement des affaires, un climat de gouvernance et de concurrence propices à l'investissement étranger, et cela dans un contexte budgétaire très contraint.

Segments	2017/18 (sur 137 pays)
Santé et éducation primaire	121 (+2)
Efficience du marché du travail	93 (+4)
Education supérieure et formation	85 (-8)
Environnement macroéconomique	82 (-3)
Institutions	76 (-36)
Infrastructure	61 (+3)
Efficience du marché des biens	54 (-26)
Ouverture à la technologie	54 (-5)
Développement du marché financier	44 (-33)
Innovation	39 (-4)
Sophistication des entreprises	37 (-7)
Taille du marché	30 (=)
Classement général	61 (-14)

Source : World Economic Forum, avec entre parenthèses, la différence de rang par rapport au classement précédent (sur 138 pays)

Progression de +19,7 % en g.a de la dette extérieure au T2 2017 (Banque centrale)

Selon la Banque centrale, la dette extérieure brute a progressé de +4,2 % sur le trimestre et de +19,7 % en glissement annuel à 158,5 Mds USD au T2 2017. Cette augmentation annuelle importante résulte d'abord de la progression de la dette de l'Etat (+33,3 % en g.a à 63,9 Mds ZAR) et, dans une moindre mesure, de la dette des « autres secteurs » (+33,4 % à 19,7 Mds USD) et des entreprises publiques (+18 % à 21 Mds USD).

Hausse de la position extérieure nette au T2 2017 (Banque centrale)

En hausse pour le 2^{ème} trimestre consécutif (après 4 de baisse), la position extérieure nette de l'Afrique du Sud a augmenté de 49,1 % sur le trimestre à 656 Mds ZAR au T2 2017 (soit 14,7 % du PIB). En glissement annuel, elle s'inscrit en hausse de 41,7 %. Cette position extérieure positive signifie que les placements des résidents sud-africains à l'étranger sont supérieurs aux capitaux des résidents étrangers investis en Afrique du Sud (sous forme d'endettement ou d'investissement en capital principalement).

Hausse du niveau des réserves de change en septembre (Banque centrale)

En septembre, le niveau des réserves de change au sens large (devises, or et DTS) a augmenté de +5,2 % à 49,4 Mds USD par rapport à août. En glissement annuel, il a progressé de +4,5 %. Les réserves couvrent 7,1 mois de couverture des importations, un niveau que le Fonds estime insuffisant pour faire face à l'éventualité d'un fort choc externe. Pour la Banque centrale, l'augmentation des réserves au sens large s'explique principalement par les revenus de l'émission de la dette extérieure par la *National Treasury*, la dépréciation du dollar américain par rapport à la livre sterling et l'arrivée à échéance de swaps de change.

Augmentation du crédit au secteur privé à +6 % en août (Autorités)

En août, la progression du crédit au secteur privé a augmenté à +6 % en g.a contre +5,7 % en juillet, portant la hausse moyenne du crédit à +5,8 % sur les 8 premiers mois de l'année (+6,9 % en 2016). Si la progression des prêts aux ménages a très faiblement augmenté (+3,3 % en juillet à +3,4 % en août), ceux aux entreprises ont très légèrement reculé (+7,4 % en juillet à +7,3 % en août). La progression du crédit resterait modeste à court terme, malgré une baisse du taux d'intérêt et une amélioration du revenu disponible des ménages. La demande de crédit va continuer de se heurter au déficit de confiance des acteurs économiques.

Hausse de l'indice composite de la Banque centrale à 97,3 points en juillet (SARB)

En juillet, l'indice composite de la Banque centrale (« *leading indicator* » - apportant une indication de la situation économique à 6-9 mois) s'est élevé à 97,3 points (contre 95,8 points en juin), portant la moyenne de l'indice à 96,8 points sur les 7 premiers mois de l'année (base 100 en 2010). En glissement annuel, il s'inscrit en hausse de +5,6 %.

Angola

Maintien du taux directeur à 16 % et faiblesse du niveau des réserves de change, au plus bas depuis 7 ans (Banque centrale)

Le 29 septembre, le comité de politique monétaire a décidé de maintenir le taux directeur à 16 % (à ce niveau depuis juin 2016 ; +500 pdb en trois hausses successives en 2016) et le taux de facilité permanente de crédit à 20 % en raison du reflux continu de l'inflation depuis début 2017 (+25,2 % en g.a en août contre un point haut à +41,1 % en décembre 2016). Les réserves de change s'établissent à 15,6 Mds USD en août, un point bas depuis 7 ans. Cela représente 6 mois d'importations, atteignant donc la limite basse fixée par l'ancien gouvernement.

Les réserves des banques commerciales angolaises auprès de la Banque centrale sont au plus bas depuis 2015

Les dépôts en monnaie nationale et étrangères des banques commerciales angolaises auprès de la Banque centrale ont reculé à 978,5 Mds AOA soit 5 Mds EUR. Il s'agit du niveau le plus faible depuis début 2015.

Botswana

Faible progression du PIB au 1^{er} trimestre 2017 en glissement annuel (Autorités)

Au 2^{ème} trimestre 2017, le PIB a augmenté de +1 % en glissement annuel après +0,8 % au T1 2017 (respectivement +1,9 % et +0,2 % en rythme trimestriel), soit un rythme nettement inférieur à la croissance démographique (1,9 %) et aux performances passées (6,9 % en moyenne sur 2010/14). Du point de vue sectoriel, la croissance a notamment été tirée par les secteurs de l'eau et l'électricité (+6 % en g.a.), des transports et communications (+5,9 %) et la finance et services aux entreprises (+5,6 %). Les autres secteurs ont affiché une croissance positive de plus de 1,2 %,

à l'exception des secteurs miniers (-13,8 %, 3^{ème} trimestre consécutif de recul) et manufacturiers (-0,2 %). Selon les prévisions d'octobre du FMI, la croissance augmenterait de 4,3 % en 2016 à 4,5 % en 2017.

Malawi

Maintien du taux directeur à 18 % et forte révision à la hausse de la projection de croissance (Banque centrale)

Le 28 septembre, les autorités monétaires ont décidé de maintenir le taux directeur à 18 % (baisse de 200 pdb en mars et de 400 pdb en juillet - au plus bas depuis juin 2012) tout en maintenant le taux des réserves obligatoires à 7,5 %. En parallèle, les autorités monétaires ont fortement révisé à la hausse la prévision de croissance pour cette année, de 4,5 % projeté en juillet à 6,4 % désormais (après 2,7 % en 2016), grâce à de meilleures conditions climatiques et un environnement macroéconomique plus stable. A noter que les réserves de change se sont établies à 749,9 M USD fin septembre, soit 3,6 mois de couverture des importations, un seuil jugé insuffisant par le FMI au regard de la vulnérabilité persistante du pays au risque climatique, à la détérioration des termes de l'échange et à la volatilité des flux de capitaux.

Mozambique

Baisse de l'inflation à 10,8 % en g.a. au mois de septembre

Le taux d'inflation continue de baisser au Mozambique. Après 14,1 % en g.a au mois d'août, il s'établit à 10,8 % en septembre. Le gouvernement s'est fixé pour objectif de ramener la hausse des prix en dessous de la barre des 15,5 % en moyenne annuelle. La stabilisation du taux de change MZN/USD et de meilleures conditions météorologiques favorables à un accroissement des rendements agricoles vont continuer de soutenir le reflux de l'inflation.

Le Gouvernement approuve le projet de révision du code commercial

Le nouveau document (dernière mise à jour en 2005) simplifie les procédures pour l'enregistrement des sociétés et supprime des barrières administratives. Avec ces nouveaux changements, le Gouvernement a l'intention d'encourager le passage du commerce informel vers l'économie formelle, améliorer l'environnement des affaires, attirer davantage d'investissements nationaux et étrangers ainsi qu'accroître la compétitivité du pays.

Namibie

Légère augmentation de l'inflation à +5,6 % en g.a en septembre (Autorités)

En septembre, l'inflation a légèrement augmenté à +5,6 % en g.a, (après s'être stabilisée 5,4 % en juillet et en août), portant l'inflation moyenne sur les 9 premiers mois de l'année à +6,5 % (+6,7 % en 2016). Pour le 3^{ème} mois consécutif, l'inflation se situe en-deçà de la limite haute de la cible 3-6 % de la *South African Reserve Bank* (implicitement suivie par les autorités monétaires namibiennes compte tenu de l'ancrage du dollar namibien au rand) après avoir été au-dessus pendant 17 mois consécutifs.

Swaziland

Maintien du taux directeur et inquiétudes autour du niveau des réserves de change (Banque centrale)

Le 22 septembre, la Banque centrale a maintenu son taux directeur à 7,25 % car si elle a réduit la prévision d'inflation pour 2017 (de +7,3 % lors du dernier comité de politique monétaire à +6,5 % désormais), l'évolution des prix resterait rapide et les risques demeurent haussiers (augmentation des prix du pétrole, processus de négociation salariale). En outre, les autorités ont émis leurs inquiétudes au sujet de la baisse du niveau des réserves de change. Mi-septembre, il s'établissait à 6,9 Mds lilangeni (511 M USD), soit 3,3 mois de couverture des importations contre 3,9 mois en début d'année.

Zambie

La possibilité de signer un accord avec le FMI d'ici la fin de l'année s'éloigne

Le responsable-pays du FMI a indiqué cette semaine que le dialogue entre le Fonds et les autorités zambiennes lors de la réunion d'automne du FMI à Washington n'a pas permis d'avancer significativement sur la conclusion d'un

programme. Dans le dernier Article IV, le Fonds souligne le besoin impératif de retrouver une trajectoire budgétaire soutenable, de réformer les finances publiques (gouvernance, transparence des finances publiques et des entreprises d'Etat) ainsi que de procéder au remboursement des arrières de paiement.

Zimbabwe

Afreximbank signe un MoU avec la Banque centrale pour l'ouverture d'une ligne de crédit de 600 M USD

Le 24 septembre, *African Export-Import Bank* (filiale de la Banque Africaine de Développement - BafD - qui finance essentiellement des opérations de commerce courant) a signé un protocole d'accord (*MoU*) avec la Banque centrale pour l'ouverture d'une ligne de crédit d'un montant de 600 M USD. L'objectif de ce prêt est de faciliter le financement des transactions et des projets alors que le pays connaît une crise sévère de liquidités. Cette enveloppe de fonds serait ouverte grâce à la vente de produits d'exportation, notamment de ressources minières.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique pour l'Afrique Australe.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Pretoria s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.



Auteur : Service Economique Régional de Pretoria

Adresse : Ambassade de France en Afrique du Sud

Rédigées par : Paul Raso et Hugo Fraschini

Revues par : Pascal Carrere